



# L'AVENIR DE L'AGRICULTURE AU CAP VERT: 2030-2063

Étude de cas : Défis et Opportunités pour les projets  
financés par le FIDA

Étude réalisée en 2020 et publiée en 2021.

**Équipe de rédaction :**

Rédigé par l'Équipe FIDA Cap Vert : Helene Ba, Gianluca Capaldo, et Assefa Woldeyes,  
Sous la direction de Benoit Thierry, Directeur Hub FIDA Afrique de l'Ouest,  
Et revu par Joelle Onimus-Pfortner

Crédit photo : FIDA©

Ce rapport est disponible pour usage public sur : <https://sites.google.com/view/fidafrique-ifadafrica/project-management/atelier-r%C3%A9gional-2020/jour-2>

Et données accessibles à : <https://www.weconnectfarmers.com/simagri/>

~~ The views expressed in this publication are those of the authors and do not necessarily represent the views of the International Fund for Agricultural Development (IFAD). The designations employed and the presentation of material in this publication do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of IFAD concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries. The designations of «developed» and «developing» countries are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgement about the stage reached in the development process by a particular country area.~~

# Ouvrage collectif rédigé par le Groupe Gestion des Savoirs du Hub FIDA<sup>1</sup> – sous la direction de Benoit THIERRY

Suite aux Ateliers Régionaux 2019 et 2020, tenus avec les projets des pays du Hub FIDA Afrique de l'Ouest, et à la présentation que nous avons fait des enjeux des 10, 30 et 50 prochaines années dans la région face à la croissance démographique, aux changements économiques, alimentaires et climatique, nous avons décidé de poursuivre cet effort d'analyse prospective sur l'agriculture.

Cet exercice permet de mieux comprendre les tendances à l'œuvre, les opportunités à saisir et les politiques et actions à entreprendre pour nourrir le milliard de personnes supplémentaires qui peupleront l'Afrique en 2050 et évaluer les changements nécessaires dans la transformation des systèmes agraires (diversification, accroissement de la productivité, etc...) pour cela, tout en créant des emplois pour la jeunesse et permettre un revenu décent aux producteurs de l'agriculture familiale.

Ainsi l'Atelier Régional 2020, a permis d'approfondir l'analyse et déterminer les enjeux actuels et futurs (quantifiés), et les dynamiques de transformation des agricultures des 7 pays concernés : le Sénégal, le Mali, la Mauritanie, la Gambie, la Guinée Conakry, la Guinée Bissau et le Cap Vert (Cabo Verde) pour aboutir à différents scénarii d'engagement des gouvernements, du secteur privé et des organisations paysannes.

L'Atelier a cherché notamment à dégager les défis majeurs qui attendent ces pays et les perspectives de réponses à apporter à la question récurrente de la sécurité alimentaire aux horizons 2030 (Objectifs Nations Unies), 2050 (doublement population) et 2063 (Agenda Union Africaine) voire 2100 (avant le début du Vingt Deuxième siècle), sur la base des diagnostics de leurs situations agricoles et alimentaires respectives.

## La réflexion est organisée autour des questions suivantes :

- Quelles sont les perspectives d'augmentation de la production alimentaire compte tenu de la croissance agricole actuelle, de l'évolution démographique, de l'urbanisation accélérée, les nouvelles pratiques alimentaires en visant une amélioration des revenus ?
- Quels doivent être les objectifs d'accroissement des productions agricoles pour répondre à la demande alimentaire croissante, étant donné les pressions et aléas grandissants sur les ressources naturelles ?
- Quels réservoirs d'emploi peut constituer le secteur rural avec l'ensemble de ses activités économiques : infrastructures, services, production agricole et sylvo pastorales, filières, etc.. et permettre d'utiliser au mieux le dividende démographique dans les pays qui vont en bénéficier.
- Quel cadre de politique d'investissements doit être mis en place impliquant l'ensemble des secteurs concernés, dans un contexte de transformation structurelle de la demande et l'offre de produits alimentaires ?

La présente synthèse est le fruit des résultats des travaux des ateliers, enrichis de données qualitatives issues des documentations complémentaires issues des bases de données nationales et internationales. Elle est soumise à l'examen critique des responsables des projets du FIDA des pays concernés et des experts ayant participé à l'atelier. Ces échanges interactifs ont été organisés et étroitement coordonnés par le Bureau Sous Régional du FIDA afin de présenter les scénarios possibles pour discussion aux groupes de coordination des partenaires techniques et financiers (PTF) dans les pays concernés et pouvoir réviser et améliorer ces premières versions des études par pays.

Les monographies prospectives par pays (powerpoint et texte pdf) présentant l'essentiel des contributions sont disponibles sur <https://sites.google.com/view/fidafrique-ifadafrica/project-management/atelier-r%C3%A9gional-2020/jour-2>.

Par ailleurs les simulations de croissance démographique, changement climatique et production agricole (modèles extensifs, intensifs, cultures sèches, irrigation, élevage) ont été transcrites dans un module en ligne « SIMAGRI » accessible sur : <https://www.weconnectfarmers.com/simagri/>. Ce module permet à tout un chacun, d'estimer les données 2030, 2050 et 2063, et « la prospective étant un art difficile », d'élaborer différents scénarios de croissance tant pour la sécurité alimentaire, que pour les investissements nécessaires dans chaque pays concerné.

Nos remerciements vont à toutes les équipes FIDA des pays qui ont rédigé ces études de cas sous notre direction méthodologique, au groupe gestion des savoirs du Hub Afrique de l'Ouest qui a coordonné les productions et Assefa Woldeyes qui a ré-écrit et harmonisé l'ensemble des documents d'accompagnement.

Notre souhait le plus vif est que ces documents soient utilisés par les groupes de dialogue de politique agricole dans les pays concernés, étendus ensuite à d'autres pays et améliorées par les autorités nationales et institutions sous régionales CEDEAO/ECOWAP/OECD/CILSS/UA afin de planifier les investissements indispensables à moyen et long terme (10, 20, 30 ans) qui permettront à l'agriculture africaine de surmonter les défis du doublement puis triplement de la production agricole pour répondre à la croissance démographique et permettre aux producteurs agricoles, pasteurs, et pêcheurs de se nourrir, de créer des emplois, et de générer un revenu décent pour leur famille.

## Benoit THIERRY

Représentant Régional Afrique de l'Ouest,  
Fonds International pour le Développement Agricole - FIDA



# Sommaire

	Page
Résumé	1
Abstract	3
Chapite I : Contextualisation	
1. Introduction	
2. <a href="#">Un État « atypique » à plusieurs égards</a>	5
3. <a href="#">Agriculture et secteur rural</a>	8
4. <a href="#">Contraintes, défis et enjeux majeurs</a>	11
Chapitre II : Analyses et projections	
5. <a href="#">Opportunités, planification agricole et investissements</a>	13
Chapitre III : Complément COVID-19	
6. <a href="#">Complément COVID-19, questions clés soulevées et opportunités</a>	18
Chapitre IV : Conclusion	
7. <a href="#">Conclusion et limites</a>	20

# Résumé

Situé dans l'Océan Atlantique, dans la Bande du Sahel au large des côtes du Sénégal et de la Mauritanie, le Cap Vert est un État insulaire d'Afrique de l'Ouest, devenu indépendant en 1975, composé d'un archipel montagneux de dix îles volcaniques dont neuf habitées. La population résidente actuelle est estimée à 556 000 habitants, essentiellement rurale (64%) et jeune (33% ont entre 15 et 34 ans). L'île de Santiago avec la capitale Praia recense plus de la moitié de la population du pays.

Comme d'autres États-Archipels, le Cap Vert est fait de particularismes locaux liés aux conditions géographiques et à l'utilisation économique différenciée des îles qui le composent. L'État a intelligemment et progressivement su fédérer les particularismes et créer les conditions d'un État unitaire et d'une croissance économique et sociale remarquable. Le Cap Vert est devenu l'un des pays les plus performants d'Afrique sur le plan économique. Le PIB/habitant est passé de 300 USD en 1975 à 3 738 USD en 2019, hissant le Cap Vert au rang de pays à revenu intermédiaire. L'économie est dominée par le secteur tertiaire qui représentent 65% du PIB, par la place prépondérante du tourisme. Les transferts de fonds de la diaspora représentent une source majeure de devises.

La pauvreté a sensiblement reculé, passant de 37 % en 2001 à 27 % en 2007, pour remonter à 36% de la population résidente actuelle selon le seuil national. Cette réduction a surtout été observée dans les zones rurales. L'accessibilité des populations à l'alimentation, la stabilité des approvisionnements et l'équilibre nutritionnel des rations alimentaires restent des questions prioritaires, en particulier pour les catégories sociales les plus défavorisées et les plus jeunes.

Les ressources naturelles disponibles sont peu propices à une production agricole à grande échelle. En plus de terres arables en quantité limitée et de sols peu fertiles, le pays pâtit de très faibles niveaux de précipitation, et les ressources en eau superficielle et souterraine sont limitées. Les 4 zones agroécologiques, classifiées selon la pluviométrie moyenne et l'altitude, déterminent les systèmes de production agricoles de type majoritairement familial et régis par un système foncier complexe. L'agriculture s'est peu à peu intensifiée et diversifiée avec des cultures de céréales, légumineuses, des cultures maraîchères, des racines et tubercules et des arbres fruitiers intégrés dans les systèmes de production. L'élevage essentiellement familial est également intégré à la production végétale et représente une composante importante des revenus et des moyens d'existence de la majorité des ménages. La zone marine étendue et disposant d'une diversité de ressources halieutiques encore peu exploitées, offre une source importante en produits de pêche pour le marché local et l'exportation.

Le Cap Vert, comme toutes les îles, est particulièrement vulnérable au changement climatique, ce qui affecte les moyens d'existence des populations et l'économie du pays dans son ensemble. Les modèles climatiques élaborés par le GIEC prévoient une hausse des températures qui pourrait atteindre 4°C d'ici 2100 et une baisse des pluies de 20 %, affectant un nombre croissant de zones d'importance économique, dont le littoral déjà rongé par la montée des eaux et l'érosion. Le Cap Vert s'est toutefois engagé, dès son indépendance, d'abord dans la lutte contre la désertification et les effets de la sécheresse, puis dans l'adaptation au changement climatique dans le cadre d'un Plan d'Action National pour l'Environnement élaboré en 1995. Le Cap Vert figure parmi les premiers pays à adhérer à la Convention sur le Changement Climatique et la Biodiversité.

Parmi les contraintes, défis et enjeux on retiendra : i) un secteur agricole soumis à l'aridité du climat, la limitation en terres arables et des ressources hydriques, ainsi qu'à des systèmes de production traditionnels insuffisamment adaptés aux conditions



agroécologiques qui aggravent la fragilité de l'écosystème et le processus érosif ; ii) une croissance de la population globale, urbaine et rurale, avec une proportion élevée de jeunes ; iii) une insécurité alimentaire et nutritionnelle structurelle; iv) un déséquilibre croissant entre les îles et surtout entre centres urbains et milieux ruraux du fait de l'intensification de la circulation des personnes, des marchandises et des services entre les îles et vers les grands pôles urbains ; v) et un secteur du tourisme sévèrement impacté par la pandémie du Covid-19.

Les projections des besoins de consommation dénotent une plus grande diversité de produits alimentaires. Les céréales constituent l'alimentation de base de la population, le maïs étant le plus consommé comme plat traditionnel avec comme principal ingrédient le haricot. Une baisse de la consommation du maïs peut être constatée au profit de céréales importées (riz, blé) et des racines et tubercules qui sont plus productives et assez appréciées, en particulier en milieu urbain. L'augmentation des besoins en viande et, des besoins en lait et produits laitiers est sans doute corrélée à l'augmentation des revenus à l'urbanisation. Le quasi-triplement des besoins en poissons et fruits de mer témoigne de la spécificité insulaire.

L'évolution des besoins de consommation se reflète dans : i) l'augmentation notable des superficies nécessaires pour couvrir ces besoins en particulier des tubercules, fruits et légumineuses. Ainsi, les besoins en racines et tubercules passeraient de 102 302 tonnes par an en 2020 à 115 302 tonnes par an en 2030 et 126 357 tonnes par an en 2050 ; ii) le doublement des besoins en huile et graisse d'ici 2100 ainsi que ceux en viande et abats ; iii) le triplement de la consommation de poissons d'ici 2100. Les investissements correspondants s'élèvent à 19,5 milliards USD en 2030, 21,2 milliards USD en 2050 et 26,6 milliards USD en 2100.

Des voies et moyens sont recherchés et mis en œuvre pour valoriser au mieux les potentiels existants, dont : i) l'augmentation de la disponibilité de l'eau par la construction des infrastructures de captage et de retenue d'eau ; ii) l'accroissement de l'agriculture irriguée permanente avec notamment l'introduction des techniques d'irrigation efficaces comme la micro-irrigation ; iii) et la diversification des revenus agricoles en milieu rural. Des gains substantiels sont déjà obtenus avec : i) la production de produits de haute valeur nutritive et économique (légumes, fruits) ; ii) l'intensification des élevages à cycle court (aviculture, porci-culture, apiculture, etc.) ; iii) la transformation accrue des produits agricoles et halieutiques ; iv) et la professionnalisation de la pêche artisanale et industrielle.

Capter autant que possible les valeurs ajoutées en intensifiant et diversifiant les filières agricoles et la transformation des produits agroalimentaires, et en participant aux chaînes de valeur créées offre des opportunités agricoles et non agricoles génératrices d'emplois et de revenus tant en zone rurale qu'urbaine. Ces opportunités fournissent à leur tour un tremplin pour des investissements privés dans le secteur primaire, notamment dans : i) la construction d'infrastructures ; ii) la production d'intrants et d'équipements ; iii) l'industrie agro-alimentaire ; iv) la commercialisation en amont et en aval des productions ; v) les transports, les télécommunications, les services d'appui techniques et sociaux ; vi) et le tourisme rural. La crédibilité dont bénéficie le Cap Vert auprès des partenaires de développement et des investisseurs directs étrangers, par l'utilisation efficace de l'aide au développement et l'amélioration de l'environnement des affaires, est un atout supplémentaire non négligeable.

# Abstract

Located in the Atlantic Ocean, in the Sahel strip off the coasts of Senegal and Mauritania, Cape Verde is an island state in West Africa, which became independent in 1975, made up of a mountainous archipelago of ten volcanic islands, nine of which are inhabited. The current resident population is estimated at 556,000 inhabitants, mostly rural (64%) and young (33% are between 15 and 34 years old). The island of Santiago with the capital Praia accounts for more than half of the country's population. The island of Santiago with the capital Praia has more than half of the country's population.

Like other archipelagic states, Cape Verde is made up of local particularisms linked to geographical conditions and differentiated economic use of the islands that compose it. The State has progressively united the different islands to build a country that could grow economically and be socially knitted. Cape Verde has become one of Africa's best economic performers. The GDP / capita in the past 45 years increased from USD 300 to USD 3,738, making Cape Verde a middle-income country. The economy is dominated by the tertiary sector (65% of GDP), led by tourism. Long-standing and ongoing diaspora remittances represent a major source of foreign exchange.

Poverty declined significantly, from 37% in 2001 to 27% in 2007, and rose again to 36% of the current population, according to the national threshold. This reduction was observed mainly in rural areas. The population's access to food, the stability of supplies, and the nutritional balance of food rations remain priority issues, particularly for the most disadvantaged social categories and the youngest.

Available natural resources are not conducive to large-scale agricultural production. In addition to limited arable land and infertile soils, the country suffers from very low levels of rainfall, and surface and groundwater resources are limited. There are 4 agro-ecological zones, classified according to average rainfall and altitude, determining the predominantly family-based agricultural production systems governed by a complex land tenure system. Agriculture has gradually intensified and diversified with cereals, legumes, vegetable crops, roots and tubers and fruit trees integrated into the production systems. Livestock farming, which is essentially family-based, is also integrated into crop production and represents an important component of the income and livelihood of the majority of households. The extensive marine area, with a diversity of fisheries resources that are still under-exploited, provides an important source of fishery products for the local market and export.

Climate change affects island in a specific way, and Cape Verde is not an exception. The future of the state Verde is constrained by climate change and looks rather «gloomy» according to the climate models developed by the IPCC: these show a rise in temperatures that could reach 4 ° C. by 2100 and a drop in the already rare rainfalls which could amount to 20% and would affect a growing number of areas of economic importance. In addition, rising water levels and erosion already affect the islands. However, Cape Verde has been committed, since its independence, first in the fight against desertification and the effects of drought, then with adaptation to climate change as part of a National Action Plan for the Environment drawn up in 1995.

Among the constraints, challenges and issues, are: i) an agricultural sector subject to the aridity of the climate, the limitation of arable land and water resources, as well as traditional production systems insufficiently adapted to agroecological conditions, which worsen the fragility of the ecosystem and the erosive process; ii) growth of the overall, urban and rural population, especially of young people, which constitutes a critical element of Cape Verde's development policy ; iii) structural food and nutritional insecurity in terms of quantity and quality of food that affects the poorest populations and the youngest group, as well as some islands ; iv) an imbalance between the islands and especially between urban centers and rural areas due to the intensifying movements of people, goods and services between the islands and towards major urban centers. The central issue is to make circulation more fluid without causing massive influxes of population to urban centers ; v) and a tourism sector severely hit by the impact of the Covid-19 pandemic, and for which an alternative must be sought in the (very short) term.

The projections of consumption needs show a diversification of food products, with cereals as the main staple food. Maize is traditionally most consumed, together with beans. Maize will progressively be replaced by imported cereals (rice, wheat) and more productive and popular roots and tubers, especially in urban areas. The same situation can be observed with fruit and vegetables. There will be greater needs for meat and offal, milk and dairy products that are linked to urbanization. The almost tripling of the needs for fish and seafood testifies to the specificity of the island.

The evolution of consumption needs is reflected in: i) the significant increase in the areas of tubers, fruits and legumes; ii) the

doubling of oil and fat requirements by 2100 as well as those of meat and offal; iii) the tripling of fish consumption by 2100. The investment needs will reach USD 19.5 billion in 2030, USD 21.2 billion in 2050 and USD 26.6 billion in 2100.

Ways and means are being implemented to make the best use of the existing limited potential, including: i) increasing the availability of water by building water collection and retention infrastructures; ii) increasing the productivity of permanent irrigated agriculture; iii) the introduction of efficient irrigation techniques, such as micro-irrigation; iv) and the diversification of agricultural income in rural areas. Substantial gains have already been obtained, such as: i) the production of products of high nutritional and economic value (vegetables, fruits); ii) more intensive farming (poultry farming, pig farming, other small farms, beekeeping); iv) professionalization of rudimentary and industrial fishing; v) increased processing of seafood; vi) and increasing their export.

Creating added value through intensification and diversification of the agricultural and agrifood sectors, and participating in the value chains created, offers opportunities to agricultural and non-agricultural activities that generate jobs and income both in rural and urban areas. In turn, these opportunities provide a catalyst for private investment in the primary sector, particularly in: i) infrastructure construction; ii) production of inputs and equipment; iii) agrifood industry; iv) upstream and downstream marketing of productions; v) transport, telecommunications, technical and social support services; vi) and rural tourism. The high credibility that Cape Verde enjoys with development partners and foreign direct investors, through its effective use of development aid and conducive business environment, is a significant additional asset.





# L'avenir de l'agriculture au Cap Vert : 2030-2063

Défis et opportunités pour les projets financés par le  
FIDA

Rédigé par l'Équipe FIDA Cap Vert : Helene Ba, Gianluca Capaldo,  
et Assefa Woldeyes

Sous la direction de Benoit Thierry, Directeur Hub FIDA Afrique de  
l'Ouest

Et revu par Joelle Onimus-Pfortner





## CONTEXTUALISATION



# Introduction

i) **Cadre général.** Produire plus pour nourrir malgré la menace que fait peser le dérèglement climatique, mais aussi Produire mieux tout en ménageant les ressources naturelles. Tels sont les défis posés par l'agriculture<sup>1</sup> capverdienne pour assurer la sécurité alimentaire dans les décennies à venir. Ces défis impliquent une agriculture performante fondée sur: i) un accroissement de la productivité sur des bases durables; ii) des disponibilités alimentaires stables tant en milieu urbain qu'en milieu rural ; iii) une amélioration des revenus agricoles pour un accès aux biens de consommation et aux services non agricoles ; v) et un effet levier sur l'ensemble de l'économie rurale.

Face à la demande croissante et diversifiée en produits alimentaires consécutive à la croissance démographique, l'urbanisation et l'augmentation des revenus, il est apparu nécessaire de faire évoluer la politique agricole vers une politique alimentaire intégrée qui, en plus d'inciter les producteurs à répondre à la demande de produits primaires, entraîne le développement des secteurs non agricoles en amont et en aval qui fournissent une alimentation répondant aux besoins des populations.

ii) **Objet du travail.** En octobre 2019 et novembre 2020, le FIDA, à travers son bureau sous-régional Afrique de l'Ouest, a organisé un atelier régional pour identifier les enjeux actuels et futurs, et les dynamiques de transformation des agricultures des 7 pays concernés, à savoir le Sénégal, le Mali, la Mauritanie, la Gambie, la Guinée Conakry, la Guinée Bissau et Cabo Verde. Ces ateliers ont cherché notamment à dégager les défis déterminants qui attendent ces pays et les perspectives de réponses à apporter à la question récurrente de sécurité alimentaire aux horizons 2030, 2050 et 2100, sur la base des diagnostics de leurs situations agricoles et alimentaires respectives.

Le travail reprend les résultats des travaux de l'atelier, enrichis par des données qualitatives issues d'une documentation complémentaire et organisés autour des questions inter-reliées suivantes: i) quelles sont les perspectives d'augmentation de la production alimentaire compte tenu de la croissance démographique rapide, l'urbanisation et l'amélioration des revenus?; ii) quelles sont les marges d'accroissement des productions agricoles pour répondre à la demande alimentaire, étant donné les pressions et aléas grandissants sur les ressources naturelles?

iii) **Cadre d'analyse.** Partant des scénarii envisagés lors des discussions, l'analyse se base sur les éléments suivants : i) la contribution du secteur agricole à la sécurité alimentaire est examinée en rapport avec quatre dimensions de cette dernière: la production alimentaire (disponibilité), la fourniture de moyens d'existence et de revenus (accès), comme moyen de diversifier l'alimentation (utilisation) et comme protection contre la volatilité des prix, les chocs liés aux marchés et d'autres chocs (stabilité) ; ii) la demande croissante et diversifiée en produits alimentaires due à la croissance démographique, l'urbanisation et la croissance des revenus valorise les chaînes de valeur agroalimentaires<sup>2</sup> ; iii) les besoins importants en investissements matériels et immatériels importants dans la promotion d'innovations techniques, technologiques et institutionnelles.

## Un État « atypique » à plusieurs égards

i) **Une communauté de destin soudée par l'insularité ou « l'insularisme ».** Comme d'autres États-Archipels, le Cap Vert est fait de particularismes locaux liés aux conditions géographiques, à la diversité des lieux et des hommes, au poids des héritages, aux sensibilités socio-culturelles et politiques, et à l'utilisation économique différenciée des îles qui le composent. Ces particularismes ont induit des comportements spécifiques que l'État a intelligemment et progressivement su fédérer pour créer les conditions d'un État unitaire et d'une croissance économique et sociale remarquable. Les populations des îles, conscientes d'appartenir à un monde original luso-africain fondé sur une identité culturelle capverdienne, ont participé à la création de l'État unitaire, reposant sur une unité linguistique et un socle

<sup>1</sup> Le terme d'agriculture de même que le secteur agricole inclut à la fois la production agricole, l'élevage et l'agroalimentaire.

<sup>2</sup> Les chaînes de valeur incluent production, transformation, conditionnement, distribution, commerce, transport des produits alimentaires.

historique dramatique<sup>3</sup> mais assumé. La diaspora, qui représente une population plus nombreuse que ceux restés au pays, y a également concouru en se faisant l'écho lointain mais vivace de cette identité<sup>4</sup>. L'insularité est si prégnante qu'elle arrive à « gommer » en grande partie les disparités entre les îles pour leur conférer une cohésion relative.

ii) **Un modèle d'aménagement de l'espace capverdien pour créer un État unitaire en gardant sa diversité.** Situé dans l'Océan Atlantique, dans la Bande du Sahel au large des côtes du Sénégal et de la Mauritanie, le Cap Vert est un État insulaire d'Afrique de l'Ouest, devenu indépendant en 1975, composé d'un archipel montagneux de dix îles volcaniques dont neuf habitées. L'archipel, d'une superficie de 4 033 km<sup>2</sup>, se divise en deux groupes d'îles : au sud les îles de Sotavento (Brava, Fogo, Santiago et Maio) et au nord les îles de Barlavento (Boa Vista, Sal, São Nicolau, Santa Luzia, São Vicente et Santo Antão). Préoccupé par l'éclatement géographique du territoire, les déséquilibres démographiques et économiques des îles et le souci de contrôler la croissance urbaine, l'État capverdien a élaboré un schéma d'aménagement général de l'archipel basé avant tout sur une redistribution des rôles des trois principales îles : i) São Nicolau devient l'arrière-pensée agricole des îles de Sal et Boa Vista, vouées à la pêche et au tourisme ; les importantes possibilités productives de l'île sont renforcées par divers aménagements hydro-agricoles ; ii) Santo Antão est chargée de ravitailler sa propre population, mais aussi la ville de Mindelo (île de São Vicente), considérée comme le centre économique majeur de valorisation de la position géo-économique de l'archipel par rapport au Sénégal et aux Îles Canaries ; iii) Santiago, avec sa voisine de l'est, Maio, est aménagée pour ravitailler Praia, la capitale.

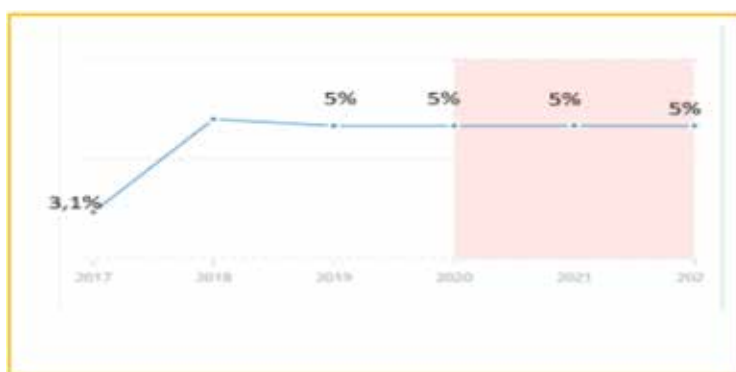
Le schéma d'aménagement est renforcé par : i) des grands travaux de désenclavement maritime, aérien (inter-insulaire) et routier (intra-insulaire) pour surmonter les obstacles physiques et intégrer les régions ; ii) la création de trois pôles d'urbanisation secondaires qui devaient limiter l'exode rural et animer les régions agricoles : Assomada et Pedra Badejo pour la région centrale et des « Ribeiras do Este », et Tarrafal-Chão Bom pour la région Nord ; iii) et l'apparition de priorités nouvelles, consécutives à la croissance urbaine très rapide de Praia et, dans une moindre mesure, de Mindelo, au développement des activités de pêche et du tourisme, au développement des services de ravitaillement, etc.

iii) **Une réussite économique et sociale soutenue, citée comme exemple par rapport à ses voisins immédiats.** Malgré de

sérieux obstacles géographiques, économiques et sociaux, le Cap Vert est parvenu contre toute attente à transformer radicalement son économie en moins d'un demi-siècle. Le pays est devenu l'un des plus performants d'Afrique sur le plan économique. Bien qu'elle soit vulnérable et dépende fortement des ressources extérieures, l'économie du Cap Vert a plutôt bien résisté à la succession de crises économiques mondiales, à commencer par la crise des prix des produits alimentaires de 2007-2008. Il n'est

pas surprenant que l'économie se soit contractée à partir de 2007 et que le taux de croissance du PIB soit passé de 8,6 % à 6,1 % en 2008, puis à 3,1 % à partir de 2009, avant de remonter et se stabiliser autour de 5% (avant Covid-19). Le PIB national est estimé à 2,16 milliards USD. La croissance du PIB/habitant de 300 USD à 3 738 USD (soit près de 13 fois plus !) est la plus remarquable, hissant le Cap Vert au rang de pays à revenu intermédiaire. Sa progression rapide dans la réalisation de la plupart des Objectifs du Millénaire pour le Développement dépasse celle de la majorité des autres pays d'Afrique subsaharienne. L'économie est dominée par le secteur tertiaire - services (65% du PIB), le secteur secondaire- industries et construction qui compte pour 22% du PIB alors que le secteur primaire (13% du PIB), dont l'agriculture, est fortement conditionné par la faiblesse de ses ressources naturelles et les aléas climatiques. La place prépondérante du secteur tertiaire s'explique essentiellement par la forte

Figure 1: Croissance annuelle en PIB (avant Covid-19)



<sup>3</sup> Peuplement forcé, esclavage, famines, abandon économique, émigration contrainte, lutte de libération.

<sup>4</sup> Comme si « c'est d'abord l'île qui compte, et son prolongement, de l'autre côté de l'Océan ».

progression du tourisme, qui a alimenté directement et indirectement la croissance de secteurs comme les transports, la construction, les activités bancaires et d'assurance.

**iv) Des fondements politiques et économiques stables et sains.** Ces performances ont été rendues possibles grâce à une continuité du processus de développement, où les gouvernements successifs<sup>5</sup> ont poursuivi et consolidé une politique économique en veillant à adapter les stratégies aux changements de l'économie mondiale et à un environnement extérieur en constante transformation. Les fils conducteurs déterminants sont : i) la bonne gouvernance et la stabilité politique ; ii) une gestion macroéconomique prudente, saine et équilibrée ; iii) un processus d'édification de la nation qui met en lumière une vision partagée et un sentiment d'appropriation nationale ; iv) un modèle de croissance inclusive donnant une place de choix à la croissance équitable et à la réduction de la pauvreté ; v) une mise en œuvre effective des politiques et une approche axée sur les résultats, accompagnée par un processus de modernisation de l'État ; vi) de solides partenariats internationaux encouragés par une utilisation efficace de l'aide au développement ; vii) et une crédibilité auprès des investisseurs directs étrangers qui découle des efforts constants d'amélioration de l'environnement des affaires.

**v) Des transferts de fonds de la diaspora, gage de l'attachement des migrants à leur pays et de politiques publiques favorables.** Les transferts de fonds sont une source ancienne et constante de revenus, qui constituent actuellement une source majeure de devises pour le pays. Ils figurent parmi les trois plus grandes sources de financement extérieur, même si leur part globale dans l'économie n'a cessé de diminuer ces dix dernières années<sup>6</sup>. En dépit d'une baisse relative, les envois de la diaspora ont été la source la plus fiable de financement extérieur. Les transferts génèrent une économie de rente qui, à l'échelle du ménage, a pour principale conséquence d'accroître la consommation et de compenser les pertes de revenus résultant d'une conjoncture économique difficile. Dans un pays comme le Cap Vert où l'économie vivrière reste prépondérante, ces transferts constituent le socle de l'économie monétaire et permettent des investissements non négligeables dans tous les domaines, en particulier dans l'immobilier, l'entrepreneuriat local et des investissements dans les activités agricoles (agriculture, élevage, pêche) et extra-agricoles (commerce, éducation). Dans l'intérêt de préserver ces transferts, les gouvernements ont pris des mesures spécifiques, comme la fixité de la valeur de la monnaie (initialement par rapport à l'escudo portugais, puis à l'euro) et une marge d'intérêt pour les transferts vers le système bancaire.

**vi) Une pauvreté et une sécurité alimentaire qui restent encore structurelles.** Les conditions de vie se sont certes améliorées, mais certains indicateurs sociaux n'ont pas enregistré une progression significative. Ceci est dû à la faiblesse de la base productive, aux caractéristiques de l'économie, à l'accès aux ressources, à l'emploi et à l'inégalité homme/femme. La pauvreté a d'abord sensiblement reculé, passant de 37 % en 2001 à 27 % en 2007, pour remonter à 36% de la population résidente actuelle. La pauvreté a une plus grande incidence dans les îles à prédominance rurale et à vocation agricole. D'un point de vue structurel, la production alimentaire locale est nettement inférieure aux besoins nationaux, et l'industrie manufacturière n'est pas encore un secteur d'activité de grande envergure. L'accessibilité des populations à l'alimentation, la stabilité des approvisionnements et l'équilibre nutritionnel des rations alimentaires constituent des questions prioritaires, surtout pour les catégories sociales les plus défavorisées. La majorité des produits alimentaires de base (maïs, riz, blé) proviennent encore de l'extérieur, tant sous forme d'aide alimentaire que d'importations commerciales. Celles-ci représentent 80 % des besoins alimentaires pour un coût estimé à 29 millions USD par an. Cependant, les besoins en protéines, lipides, vitamines, minéraux, etc. sont pour la plupart couverts par les productions agricoles et la pêche locale.

**vii) Un peuplement et une démographie irréguliers.** La population a connu d'importants flux migratoires provoqués par des crises chroniques d'insécurité alimentaire. La population résidente actuelle est estimée à 556 000 habitants, dont 52% de femmes. Selon les projections des Nations Unies, elle passera à 610 000 habitants en 2030 pour atteindre un pic de 679 000 habitants en 2050, puis baisser à 604 000

<sup>5</sup> Le développement politique, social et économique du Cap Vert est passé par trois grandes phases : la période qui a suivi l'indépendance (1975-1990), la période de 1991 à 2010 et la décennie actuelle.

<sup>6</sup> Plus de 70 % des fonds transférés viendraient d'Europe dont le Portugal.

habitants en 2100 (cf. figure 1). Le taux de croissance annuel moyen de la population s'établit à 2,4%. Globalement, 64% de la population vivent en milieu rural dont 80% dépendent d'une activité agricole, 33% ont entre 15 et 34 ans et 42% ont moins de 15 ans. L'île de Santiago recense plus de la moitié de la population du pays, avec la capitale Praia. Le taux moyen de chômage est de l'ordre de 8,5%, il affecte plus fortement les femmes, les 15–24 ans et les urbains. L'examen par tranche d'âge révèle qu'à partir de 2050, la tranche de la population des plus de 65 ans va considérablement augmenter tandis que celle des 15-24 ans ira en diminuant. L'espérance de vie va également augmenter. En 2050, la population sera majoritairement urbaine (à 54%), avec la ville de Praia, Mindelo et Sal constituant les principaux pôles d'attraction.

Figure 2: Projections démographiques



## Agriculture et secteur rural

i) **Des ressources naturelles limitées.** Les ressources naturelles disponibles du Cap Vert sont peu propices à la production agricole. Les terres arables sont en quantité limitée et les sols peu fertiles. Comme pour de nombreuses îles, le régime pluviométrique est plus favorable sur les versants “au vent” des îles, les zones sous le vent recevant très peu de pluies. Le pays pâtit de très faibles niveaux de précipitation, d'environ 200 mm par an en moyenne, concentrés à près de 80 % sur deux mois. Ces pluies, irrégulières et incertaines avec des cycles périodiques de sécheresse et de pluies torrentielles, entraînent des crises de production récurrentes et une dépendance extrême à l'aide et à l'importation de produits alimentaires. Les sols d'origine volcanique sont peu différenciés : seul 10% des terres sont potentiellement cultivables (environ 41 000 ha), dont 3-5000 ha sont irrigables. Les ressources en eau superficielle sont estimées, en moyenne, à 181 millions de m<sup>3</sup>/an : le bilan hydrologique montre que seuls 13% des pluies contribuent au rechargement des aquifères. Les ressources en eau souterraine sont estimées à 124 millions de m<sup>3</sup>/an dont, en année normale, 65 millions de m<sup>3</sup> sont techniquement exploitables contre seulement 44 millions de m<sup>3</sup> en année sèche.

Les cinq zones agroécologiques, classifiées selon la pluviométrie moyenne et l'altitude, déterminent les systèmes de production agricoles et leurs potentialités : i) la zones des basses terres arides (< 200 mm de précipitations) ; ii) la zone semi-aride (200–400 mm) ; iii) la zone sub-humide (400–600 mm) ; iv) la zone humide d'altitude (> 600 mm) ; v) et la zone des terres irriguées. Les systèmes de production agricoles sont de type majoritairement familial et régis par un système foncier complexe. L'agriculture s'est peu à peu intensifiée et diversifiée avec des cultures de céréales, légumineuses, des cultures maraîchères, des racines et tubercules et des arbres fruitiers intégrés dans les systèmes de production dans un souci de complémentarité économique, alimentaire et nutritionnelle. La production végétale est essentiellement pluviale avec comme principale culture, l'association maïs-haricot (95% des terres emblavées avec environ 30 000 ha). Les rendements sont aléatoires en fonction des conditions climatiques et sont en moyenne très faibles. Les cultures irriguées occupent actuellement une superficie totale d'environ 1 850 ha.

L'élevage, essentiellement familial, est intégré à la production végétale et représente une composante



importante des revenus et des moyens d'existence de la majorité des ménages. Très dépendants de l'agriculture et des pâturages naturels, les systèmes d'élevage sont caractérisés par une faible productivité en lait et viande et l'effectif est largement excédentaire par rapport aux ressources fourragères actuelles. L'élevage des porcs concentré en majorité sur l'île de Santiago est pratiqué dans près des 3/4 des exploitations familiales. Les exploitations avicoles demeurent majoritairement « traditionnelles », mais l'aviculture intensive (chair et œufs) a beaucoup progressé avec l'installation d'unités de production. Une diversification des espèces élevées (lapins, canards, dindons, apiculture) a récemment été remarquée. De par son caractère insulaire, le pays bénéficie d'une large zone économique exclusive (ZEE) marine, d'une superficie de l'ordre de 730 000 km<sup>2</sup>. La ZEE est marquée par une diversité biologique qui découle de la complexité des écosystèmes marins. Les ressources halieutiques riches en différentes espèces de poissons et de fruits de mer de profondeur et de surface, encore peu exploitées, offrent une source importante en produits de pêche pour le marché local et l'exportation.

i) ***Un mouvement coopératif en construction.*** Les coopératives agricoles ont connu un essor de l'indépendance en 1975 à 1990. Leur incidence sur le développement de l'agriculture s'est affaibli et a été réactivée par la création d'associations communautaires de base (ACB) identifiées au niveau des communautés rurales. Ces associations sont tacitement impliquées dans la planification et l'exécution des actions proposées par l'Etat et/ou les projets. Le nombre d'associations de base augmente régulièrement et comprennent une forte proportion de femmes. Le taux de pénétration des associations de base s'élève à environ 1/3 des ménages ruraux. Les ACB exécutent des travaux d'intérêt communautaire (construction d'infrastructures de conservation des sols et de l'eau, ouvrages hydrauliques et reboisement) moyennant des contrats avec l'Etat et/ou les projets. Depuis quelques années, des organisations faîtières émergent et s'organisent au niveau des îles pour représenter les associations de base auprès des autorités nationales et des Partenaires Techniques et Financiers et appuyer celles-ci dans divers domaines tels que la formation et le micro-crédit.

iii) ***Un système foncier complexe, marqué encore par la survivance de l'histoire.*** Les terres cultivables sont limitées (10% du territoire) malgré la faible population du pays. Il existe six modes de faire-valoir qui sont pratiqués tant au niveau des terres irriguées que celles sous cultures pluviales : i) faire valoir direct, ii) métayage contre livraison d'une partie de la récolte (30–50% de la récolte), iii) fermage moyennant paiement d'une rente fixe, payée en argent ou en nature; iv) exploitation et usufruit à titre gratuit (les terres appartenant légalement à l'Etat), sans aucun titre; v) exploitation et usufruit à titre gratuit, avec titre; vi) prêt où l'exploitant dispose gratuitement des terres d'un propriétaire privé. Le faire-valoir direct représente 50% de l'agriculture irriguée contre seulement 41% de l'exploitation pluviale. Malgré des efforts de réforme, le système foncier montre encore des signes d'inégalité ; cette situation reflète, à certains égards, la survivance d'un dualisme propriétaire - paysans sans terres hérité de l'histoire coloniale du pays à laquelle s'ajoutent la variété insulaire, le peuplement inégal des îles et les vicissitudes de l'évolution politique et économique.

iv) ***Un système de financement rural peu performant.*** Le montant de crédit accordé aux entreprises du secteur agricole par les banques commerciales reste très faible, comparé à la contribution de l'agriculture au PIB (13%). Afin d'améliorer l'accès des opérateurs du secteur agricole au crédit, quelques lignes spéciales de crédit agricole ont été financées soit par le gouvernement, soit directement par les partenaires au développement, et mises à la disposition des banques commerciales pour leur gestion. Ces lignes de crédit permettent le financement des petits investissements, notamment en micro-irrigation, et des fonds de trésorerie pour l'achat de facteurs de production, à rembourser dans un délai de 2 ans maximum. Pour les investissements plus élevés, principalement dans le secteur de la pêche, le délai de remboursement s'étale sur 10 ans. Dans la plupart des cas, le taux d'intérêt est inférieur au taux usuel du marché bancaire. La micro-finance constitue une activité relativement récente, et dans la plupart des cas, elle se limite aux activités de microcrédit, alors que la mobilisation de l'épargne reste marginale. Les structures de microcrédit dépendent essentiellement des fonds externes pour le financement des lignes de crédit : le nombre d'intervenants reste limité, les capitaux engagés faibles, avec une forte concentration en milieu urbain et dans les activités commerciales.

v) **Changement climatique : « Petites Iles, Grands Enjeux ».** EN tant qu'état insulaire, le Cap Vert est particulièrement vulnérable aux effets du changement climatique, sur le triple plan environnemental, économique et social, affectant l'ensemble des moyens d'existence des populations<sup>7</sup>. Le slogan « petites îles, grands enjeux », respectivement mis en avant lors des différents sommets internationaux<sup>8</sup> reflète bien ce constat. L'avenir du Cap Vert s'annonce plutôt « sombre » si l'on se réfère aux modèles climatiques élaborés par le GIEC : ceux-ci prévoient une hausse des températures qui pourrait atteindre 4°C d'ici 2100 et une baisse des pluies qui s'élèverait à 20 %. À plus court terme (dans les 10 à 20 prochaines années), les changements induits pourraient se traduire par des pénuries saisonnières d'eau affectant un nombre croissant de zones d'importance économique et par un manque d'eau toute l'année ailleurs. De plus, la variabilité climatique irait en s'accroissant, multipliant les orages, les inondations et les périodes de sécheresse, et raccourcissant la saison des pluies. Le Cap Vert s'est toutefois engagé, dès son indépendance, d'abord dans la lutte contre la désertification et les effets de la sécheresse<sup>9</sup>, élargie, par la suite, à des objectifs d'adaptation au changement climatique dans le cadre d'un Plan d'Action National pour l'Environnement élaboré en 1995. Le Cap Vert figure parmi les premiers pays à adhérer à la Convention sur le Changement Climatique et la Biodiversité.

vi) **Politiques, programmes et institutions.** Les orientations du gouvernement sont définies dans le cadre de multiples politiques et programmes nationaux<sup>10</sup> synthétisés dans le plan stratégique de développement agricole et rural actuellement en vigueur<sup>11</sup>. Les stratégies opérationnelles comprennent : i) la valorisation durable des ressources naturelles et humaines ; ii) la responsabilisation des populations rurales et de leurs organisations ; iii) la modernisation participative des systèmes de production soutenue par des appuis techniques et économiques adaptés ; iv) le renforcement des ressources physiques ; v) la promotion des filières à haute valeur ajoutée, dans la production et autres activités génératrices de revenu, dont le tourisme rural ; vi) le renforcement des capacités entrepreneuriales du secteur privé et associatif ; vii) et l'amélioration de l'équité socioéconomique.

La mise en œuvre repose sur : i) une approche intégrée de développement des secteurs agricoles et non agricoles sur la base des ressources des zones agroécologiques et des zones d'exclusion économiques ; ii) une restructuration institutionnelle dans le cadre de la décentralisation ; iii) les améliorations foncières ; iv) l'accroissement des superficies irriguées (en majorité en micro irrigation), en irrigation d'appoint, en sylvo-pastoral et en agro-forestier, ainsi que la production de viande. Les priorités transversales et intersectorielles sont centrées sur l'intégration de l'approche genre, la gestion durable des ressources, la bonne gouvernance et la santé, la réforme du secteur financier rural, etc. Le nombre de ministères engagés directement ou indirectement dans le secteur rural est important<sup>12</sup>, d'où parfois l'apparition de problèmes de coordination des interventions, d'autant plus que les îles sont dispersées dans une aire océanique relativement vaste et que les programmes/projets et intervenants chargés de les mettre en œuvre sont nombreux.

<sup>7</sup> Sans parler des conséquences des mesures prises au niveau international pour gérer les problèmes climatiques dont le Cap Vert n'est pas responsable.

<sup>8</sup> Sommets de la Barbade (1994), de Maurice (2005), de la Terre de Rio de Janeiro (1992), COP 21 Paris, etc.

<sup>9</sup> Dans le cadre d'un Plan d'Action National de Lutte Contre la Désertification où des dizaines de milliers d'arbres sont plantés, des milliers de kilomètres de murettes et de banquettes, des milliers de digues de correction torrentielle et d'ouvrages hydrauliques sont construits et des aménagements anti-érosifs sont mis en place sur les terres occupées par les cultures pluviales.

<sup>10</sup> Plans nationaux de lutte contre la pauvreté, de sécurité alimentaire (PSA), de l'environnement (PANA), de lutte contre la désertification, de développement (PND) et sectoriels de développement de l'élevage (PDE), de la forêt (PNAF), de l'irrigation, de l'horticulture (PDH), etc.

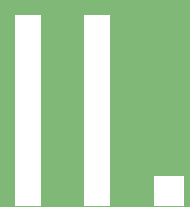
<sup>11</sup> Décliné en Plan National de Développement Plan National de Développement de 5 ans.

<sup>12</sup> Ministère de l'environnement, de l'agriculture et de la pêche (MAAP), qui abrite l'ensemble des Directions (agriculture, sylviculture, élevage, pêches et environnement), instituts spécialisés (Institut national de recherche pour le développement agricole), Institut national de gestion des ressources hydriques, Institut national de météorologie et de géophysique, Institut national de développement de la pêche, et d'autres (transport, commerce, administration du territoire, économie et finance, éducation, action sociale et de la famille et information).

# Contraintes, défis et enjeux majeurs

- Le secteur agricole souffre des limites imposées par l'aridité du climat, de la limitation en terres arables et des ressources hydriques. De même, les systèmes de production traditionnels sont insuffisamment adaptés aux conditions agroécologiques et aggravent l'état de l'écosystème et le processus érosif.
- Les projections de l'évolution de la population indiquent une croissance de la population, qu'elle soit urbaine ou rurale. Compte tenu de l'insuffisance des ressources, la question démographique constitue un élément critique de la politique de développement du Cap Vert.
- La question de la sécurité alimentaire et nutritionnelle est structurelle et se pose en termes de quantité et de qualité des aliments qui touchent les populations les plus pauvres et la tranche d'âge des plus jeunes, ainsi que certaines îles. L'insécurité alimentaire et la pauvreté sont intimement liées, car le revenu des familles conditionne l'accès aux denrées alimentaires essentielles.
- L'intensification de la circulation des personnes, des marchandises et des services entre les îles et vers les grands pôles urbains nécessite un renforcement du maillage du territoire en termes d'infrastructures de communication au sens large, afin d'atténuer les déséquilibres entre les îles et surtout entre centres urbains et milieux ruraux.
- Si les pôles urbains apportent de nouveaux services et emplois, l'enjeu central est de fluidifier les circulations sans entraîner une saturation excessive de ces pôles par des afflux massifs de populations.
- Le secteur du tourisme qui représente la plus grande part du PIB est sinistré par l'impact de la pandémie du Covid-19 ; une alternative doit être recherchée à (très court) terme.





## ANALYSES ET PROJECTIONS



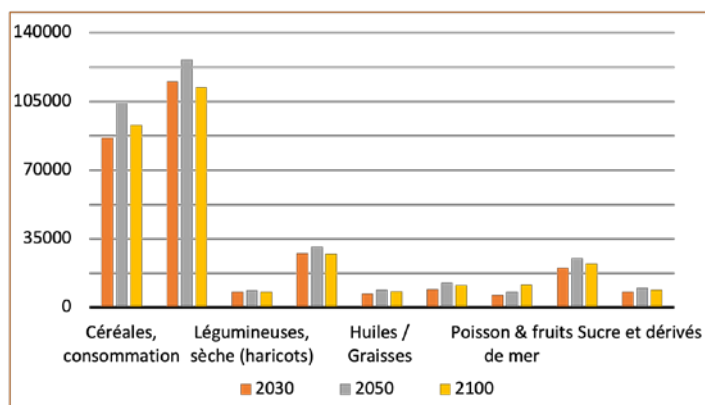
# Opportunités, planification agricole et investissements

Le scénario repose sur les hypothèses suivantes : i) des rendements actuels améliorés ; ii) des habitudes alimentaires en évolution ; iii) des superficies annuelles qui augmente de 0,44% ; iv) des productions en viande et abats constants ; v) et une projection de la population conforme aux prévisions des Nations Unies. Ce scénario prolonge les tendances actuelles observées mais s'appuie uniquement sur une extension légère des surfaces cultivées malgré les limitations du pays.

i) **Évolution des besoins alimentaires.** Bien que les habitudes actuelles de consommation des populations urbaines et rurales ne soient pas précisément connues, les besoins alimentaires et nutritionnels sont estimés sur la base des données disponibles et des normes internationales généralement admises, en termes de besoins de base en produits amylacés, protéiques et autres (vitamines, minéraux, ...). Les projections montrent une évolution tendant vers des besoins plus diversifiés. Les céréales constituent l'alimentation de base de la population capverdienne, le maïs étant le plus consommé comme « cachupa » le plat traditionnel dont il est le principal ingrédient en plus des haricots, sous la forme bouillie. Bien que le maïs soit l'aliment principal, une baisse des besoins de la consommation de certaines céréales est constatée, au profit de l'augmentation de celle du riz et du blé (sous-forme de pain et de pâte alimentaire). L'augmentation des besoins de consommation en racines et tubercules résulte sans doute du fait qu'elles soient assez appréciées, en particulier en milieu urbain. La même observation peut être faite en ce qui concerne les fruits et légumes. Quant à la viande et ses dérivés, les besoins de consommation indiquent une nette augmentation qui regroupe probablement des viandes de diverses origines (porc, volailles, bœuf, chèvre). Le quasi-triplement des besoins de poisson et de fruits de mer témoigne de la spécificité insulaire. L'augmentation des besoins en lait et produits laitiers est liée à l'urbanisation de la population

Evolution des besoins en consommation alimentaire totale (t/an)

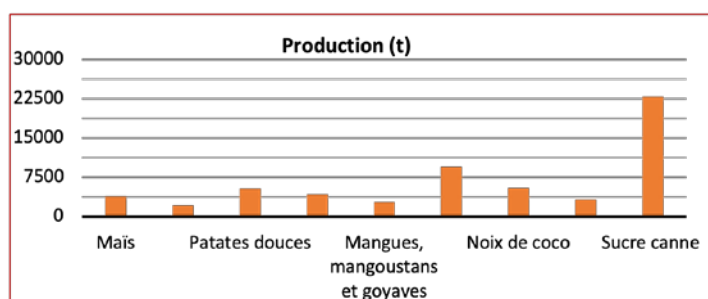
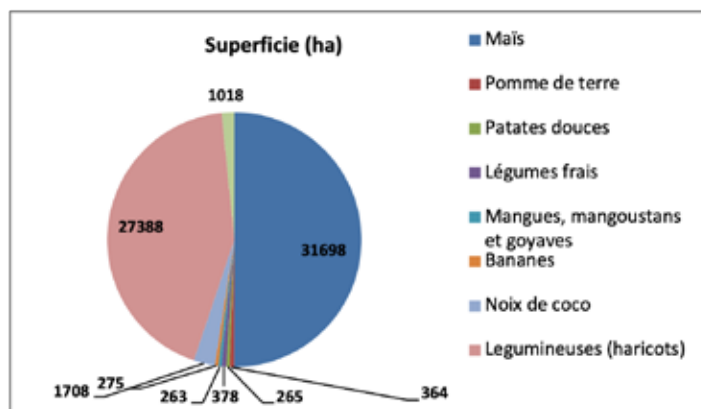
Cultures	2020	2030	2050	2100
Céréales	134549	86629	104618	93008
Racines et tubercules	102302	115302	126357	112335
Légumineuses (haricots)	7228	7931	8831	7851
Fruits / Légumes	25367	27834	30995	27555
Huiles / Graisses	5226	7077	9171	8153
Viandes & abats	5615	9395	12907	11475
Poisson & fruits de mer	4170	6406	8037	11753
Lait, produits laitiers	17236	20132	25136	22346
Oeufs	1084	-	-	1178
Sucre et dérivés	8340	7931	10190	9059



ii) **Projections des besoins en superficies, productions et investissements.** Une nette augmentation des besoins en superficies des tubercules et fruits et légumineuses est observable d'ici 2030, puis une tendance à la baisse à l'horizon 2050 et 2100. Les besoins en racines et tubercules vont passer de 102 302 tonnes par an en 2020 à 115 302 tonnes par an en 2030 et 126 357 tonnes par an en 2050, avec également une tendance à la baisse en 2100. Les besoins en huile et graisse vont doubler d'ici 2100 ainsi que ceux en viande et abats. La production halieutique va être multipliée par trois d'ici 2100. Les besoins en investissements vont passer de 19,5 milliards USD en 2030 à 21,2 milliards USD en 2050 et 26,6 milliards USD en 2100. Cette tendance à la hausse se dessine également pour les racines et tubercules ainsi que pour les fruits d'ici l'horizon 2100.

Des gains substantiels ont déjà été obtenus dans le développement du secteur agricole, avec : i) la production de produits végétaux de qualité et de haute valeur ajoutée (légumes, fruits), susceptibles d'être canalisée vers le secteur touristique, voire exportés ; la valorisation des produits animaux (aviculture, porciculture, autres petits élevages, apiculture), la relance de la pêche artisanale professionnalisée et la valorisation des produits de la mer (conservation, transformation, commercialisation) et de la pêche industrielle bénéficiant des accords et des licences de pêche avec les pays de la région.

Productivité des cultures	
Culture	Rendement (t/ha)
Maïs	0,12
Pomme de terre	6,04
Patates douces	20,51
Légumes frais	11,36
Mangues, mangoustans et goyaves	10,70
Bananes	34,58
Noix de coco	3,21
Legumineuses (haricots)	0,12
Sucre canne	22,53



Besoin en investissements (USD 1000)			
Produits	2030	2050	2100
Céréales	19 466 150	21 173 595	26 625 694
Racines/tubercules	261 411	285 387	356 926
Fruits	1 419 805	1 549 467	1 941 564





COMPLÉMENT COVID-19

# Questions clés soulevées et opportunités

Le COVID-19 a provoqué une crise économique et exacerbé à court terme la sécurité alimentaire et nutritionnelle, en fragilisant et poussant les systèmes alimentaires près du point de rupture.

## Questions clés soulevées:

Bien qu'il soit trop tôt pour prendre la mesure de toutes les incidences, la crise a d'ores et déjà révélé des effets systémiques sur les chaînes de valeur alimentaires dans leur ensemble. Elle soulève des questions sur: i) les systèmes de production agricole qui deviennent désormais dommageables pour la santé humaine et environnementale; ii) le besoin pressant de donner la priorité à la sécurité alimentaire et aux moyens de subsistance des plus vulnérables; iii) la primauté de maintenir les chaînes de valeur alimentaires « vivantes » en s'appuyant d'abord sur les chaînes de valeur locales ; iv) une approche équilibrée et complémentaire entre sauver des vies et rouvrir l'économie; v) et la prise en compte des risques alimentaires au même titre que les autres risques.

## Opportunités :

- ***Les efforts devraient d'abord converger vers des actions qui entretiennent les chaînes d'approvisionnement alimentaires par:*** i) un soutien à la production comprenant des intrants et équipements, ainsi qu'un soutien à l'irrigation; ce soutien se concentrera sur les productions à cycle court pour répondre aux besoins immédiats et générer des revenus; ii) un soutien à l'amélioration des infrastructures de stockage et de transport des produits agricoles périssables (poissons et produits aquatiques, fruits et légumes); iii) des soutiens appropriés aux familles touchées pour qu'elles puissent répondre aux besoins critiques; iv) et le maintien des programmes de filets de sécurité.
- ***Les organisations paysannes joueront un rôle de premier plan.*** Leur rôle est encore plus crucial pour maintenir les chaînes de valeur, assurer l'accès aux marchés urbains et contribuer à répondre aux besoins des consommateurs.
- ***Un autre secteur qui devrait attirer l'attention est celui des entreprises agroalimentaires et leur rôle dans la relance des chaînes de valeur alimentaires.*** Les micro- et petites entreprises agroalimentaires, à statut souvent informel, seront prioritaires, du fait de leur grande représentativité dans le tissu entrepreneurial et de leur empreinte sur l'emploi urbain et rural. Les mesures de restriction, entraînant une baisse de la demande, causent des dommages à ces entreprises peu résilientes aux chocs, et une stratégie audacieuse et volontariste de soutien financier leur sera nécessaire.
- ***Le renforcement des capacités des jeunes et des femmes est essentiel pour qu'ils puissent participer aux chaînes d'approvisionnement alimentaires. Ils contribuent à capter des valeurs ajoutées, à créer des productions supplémentaires, de nouvelles ressources, de nouvelles activités et de nouveaux emplois.*** En outre, les jeunes ont montré un certain nombre d'initiatives spontanées pour soutenir les populations à risque ou touchées par la pandémie. Ces initiatives prennent la forme d'entreprises sociales et de pôles d'innovation technologique qui constituent autant de filières d'emplois potentielles.
- ***La destruction de la biodiversité a généré une maladie zoonotique telle que la COVID-19. L'intégration dans les paquets techniques de la biodiversité est donc de la plus haute priorité pour préserver la santé humaine et environnementale, et par la suite la sécurité alimentaire et nutritionnelle.*** Du même coup, les actions d'adaptation au changement climatique seront intensifiées, étant donné que ce dernier est reconnu comme un multiplicateur de risque menaçant les systèmes alimentaires, les moyens de subsistance et la santé.
- ***Une planification proactive liant les actions d'urgence et le rétablissement à long terme sera établie, selon les principes opérationnels suivants :*** i) elle vise à contenir la propagation de la pandémie et à atténuer ses conséquences dans les communautés concernées, en tenant compte de l'évolution potentielle de la situation sur le terrain ; ii) elle se conformera aux directives officielles et coordonnera les actions avec celles d'institutions spécialisées des Nations Unies telles la FAO, le PAM et l'UNICEF, ainsi qu'avec d'autres initiatives ; iii) elle impliquera les acteurs locaux pour parvenir à des solutions durables, gérables et appropriables localement; iv) un système de suivi-évaluation sera mis en place afin d'organiser, coordonner et suivre les actions mises en œuvre, et évaluer dans quelles mesures les conséquences de la pandémie sont atténuées et tirer des leçons pour d'éventuelles résurgences de la COVID-19 et d'autres épidémies liées aux virus à venir ; v) et un système de communication entre les parties prenantes impliquées, utilisant autant que possible des plates-formes en ligne intégrant des outils TIC favorisant un travail, une collaboration et une coordination à distance.





# IV. CONCLUSION



## Conclusion et limites

Reconnaissant l'importance du secteur rural dans la lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire, des voies et des moyens ont été recherchés et mis en œuvre pour rentabiliser au mieux les faibles potentiels existants : i) l'augmentation de la disponibilité de l'eau par la mobilisation des eaux superficielles et souterraines à travers la construction d'infrastructures de captage et de retenue d'eau ; ii) l'augmentation de la productivité de l'agriculture irriguée permanente, ainsi que la diversification des revenus agricoles en milieu rural ; iii) l'adéquation des systèmes d'exploitation de la terre aux conditions de l'environnement, dans une perspective d'utilisation durable des ressources naturelles ; iv) l'amélioration de la gestion des ressources hydriques par une utilisation accrue des techniques d'irrigation efficaces, notamment la microirrigation ; v) et la participation des populations locales à la gestion de leur développement.

Afin de réduire la dépendance envers l'extérieur, capter autant que possible les valeurs ajoutées en intensifiant et diversifiant les filières agricoles, animales et halieutiques, et la transformation des produits, et en participant aux chaînes de valeur créées offre des opportunités génératrices d'emplois et de revenus tant en zone rurale qu'urbaine. Ces opportunités fournissent à leur tour un tremplin pour des investissements privés dans le secteur primaire, notamment dans : i) la construction d'infrastructures ; ii) la production d'intrants et d'équipements ; iii) l'industrie agro-alimentaire ; iv) la commercialisation en amont et en aval des productions ; v) les transports, les télécommunications, les services d'appui techniques et sociaux ; vi) et le tourisme rural. La crédibilité dont bénéficie le Cap Vert auprès des partenaires de développement et des investisseurs directs étrangers, de par l'utilisation efficace de l'aide au développement et l'amélioration de l'environnement des affaires, est un atout supplémentaire non négligeable.

Quelques limites de l'étude sont signalées, dont : i) en 2020-2022, l'impact du covid-19 en particulier sur les secteurs du tourisme, des transferts de fonds de la diaspora, les Investissements Directs Etrangers (IDE) et les importations alimentaires n'est pas pris en compte. L'impact de la pandémie sur le taux de croissance du PIB est estimé à - 5% ; ii) la non prise en compte des effets du changement climatique qui affecteraient plus les populations des zones semi-arides.



PRÉSENTATION POWERPOINT

# L'avenir de l'agriculture au Cap Vert: 2020-2100

## Défis et opportunités pour les projets financés par le FIDA

IFAD West Africa Hub



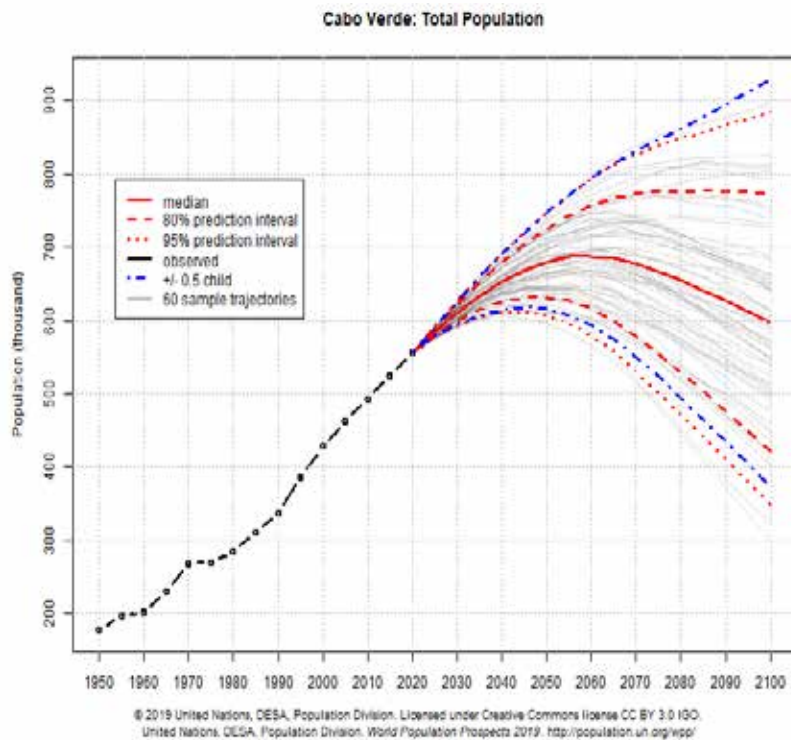
CAP VERT

## Sommaire

- I. Démographie
- II. Défis économiques
- III. Changement climatique
- IV. Opportunités, planification agricole et investissements
- V. Conclusion & Limites



# I. Plusieurs scenario démographique



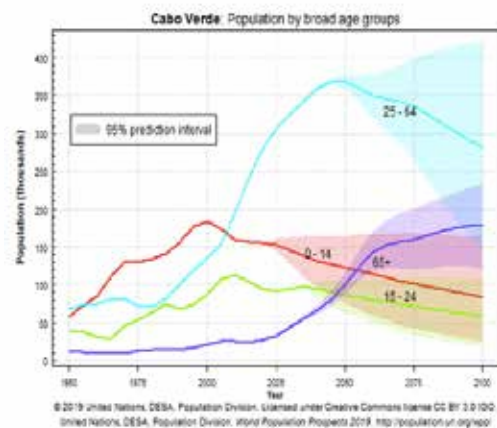
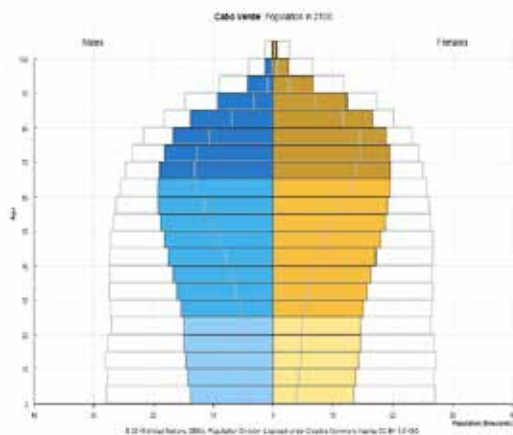
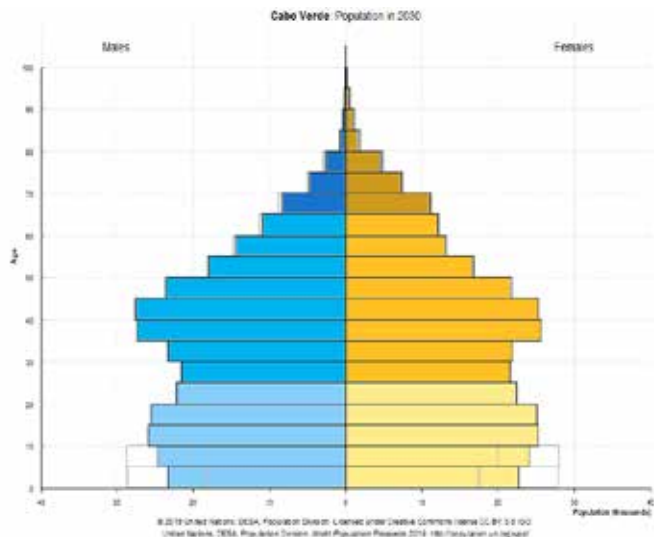
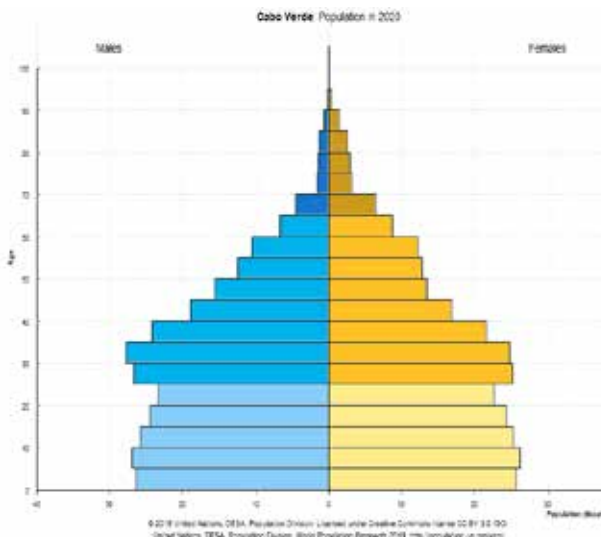
Projection démographique au  
Cap Vert:

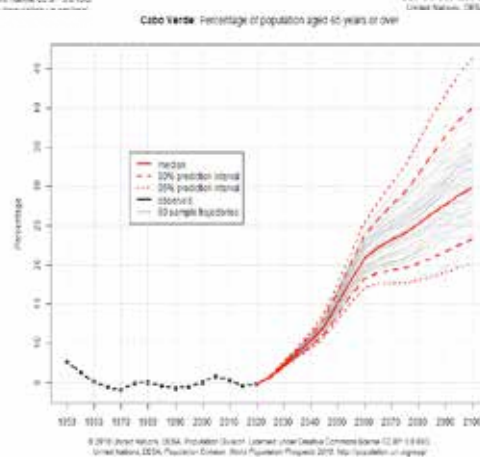
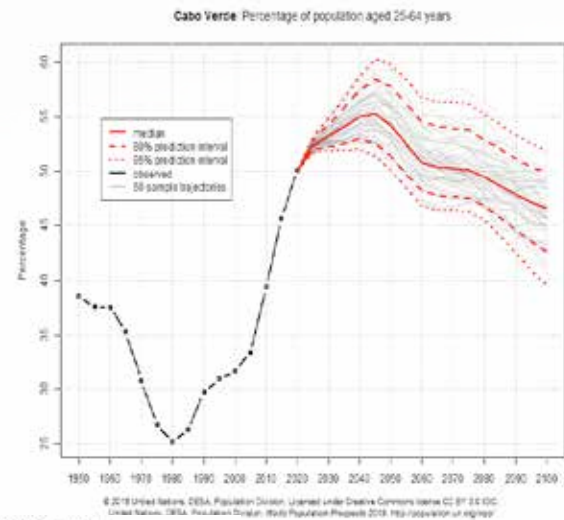
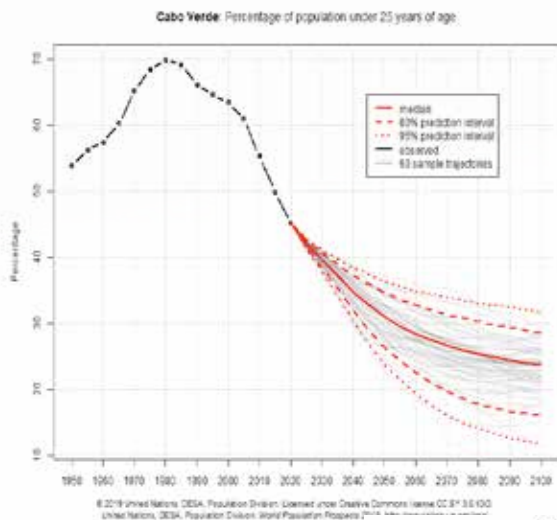
2020 : 556 000 hbts

2030 : 610 000 hbts

2050 : 679 000 hbts

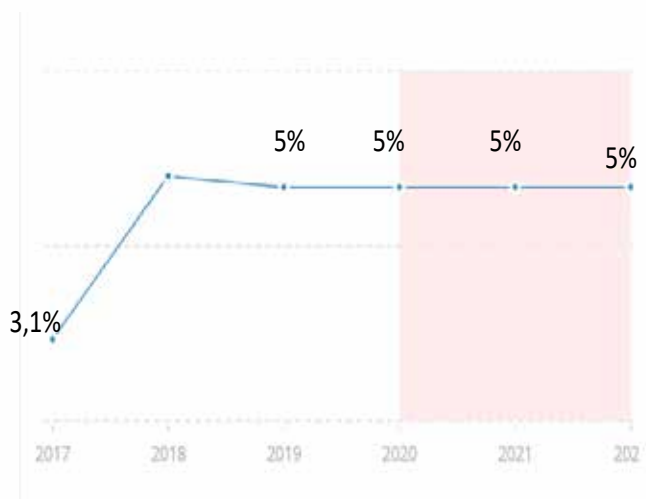
2100 : 604 000 hbts





## II. Défis économiques

### Croissance annuelle du PIB (avant COVID19)

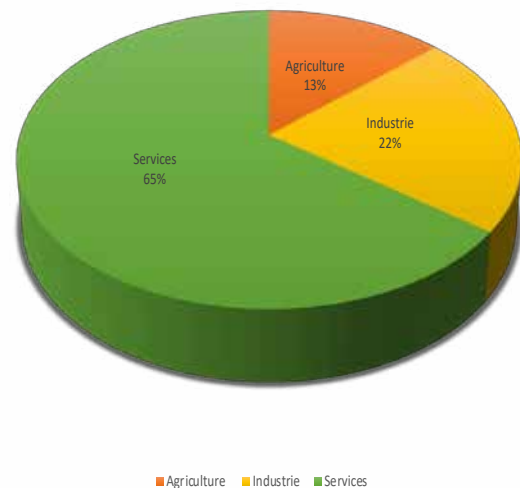


- PIB (milliards USD) : **2,16**
- PIB (croissance annuelle en %, prix constant) : **5,0**
- PIB par habitant (USD) : **3.808**
- Taux de chômage (% de la population active) : **8,5**

## II. Défis économiques

- ✓ Forte dépendance de l'extérieur (M de +80 % de leurs besoins en aliments pour un coût estimé à 29 millions USD par an.)
- ✓ Forte dépendance à l'égard du tourisme (21 % du PIB)
- ✓ Forte dépendance des transferts de fonds
- ✓ Insuffisance des infrastructures entrave la mobilité entre les îles

Emploi par secteur (en % de l'emploi total)



Source : FMI - World Economic Outlook Database, 2020 & Banque Mondiale, Dernières données disponibles.

## III. Changement climatique



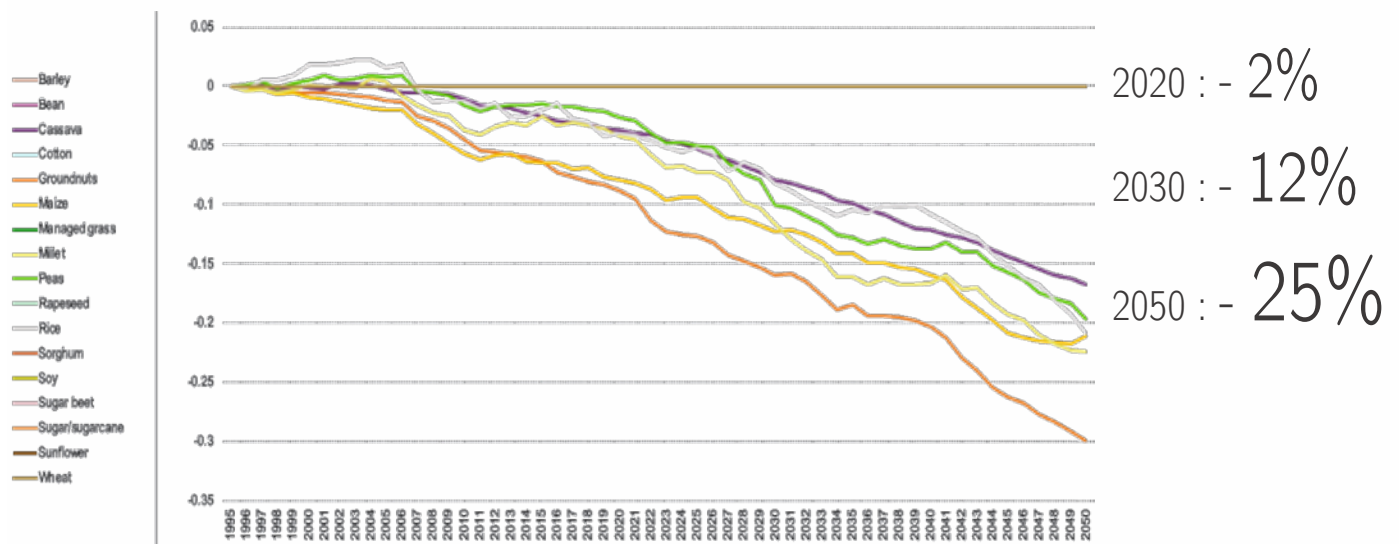
(A)



(B)

### III. Changement climatique

Diminution de production sur les principales cultures selon le GIEC et l'outil CARD :



### III. Changement climatique

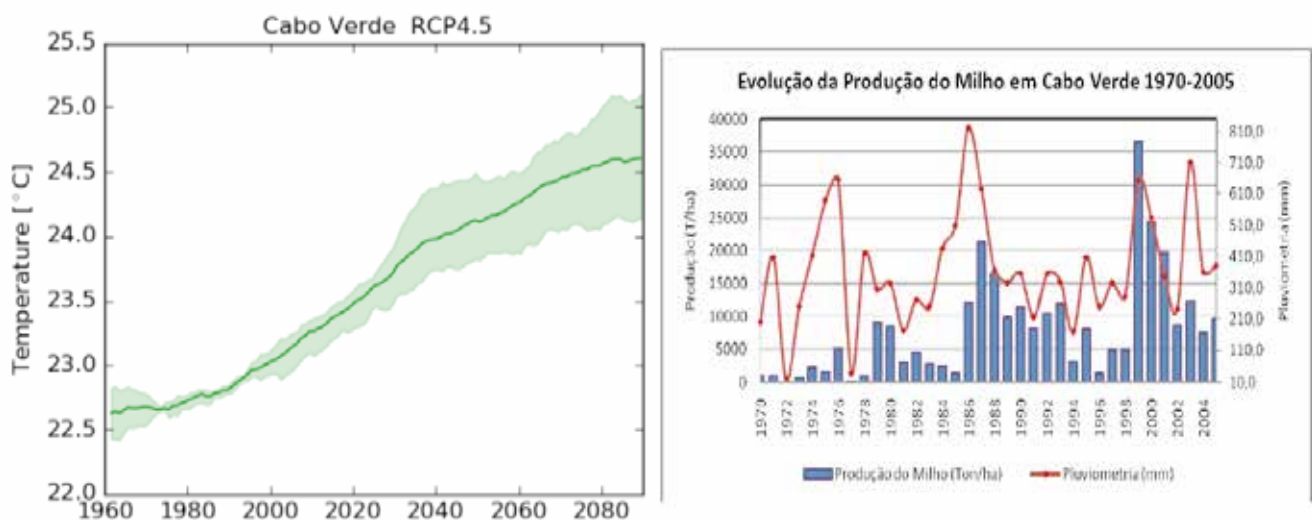
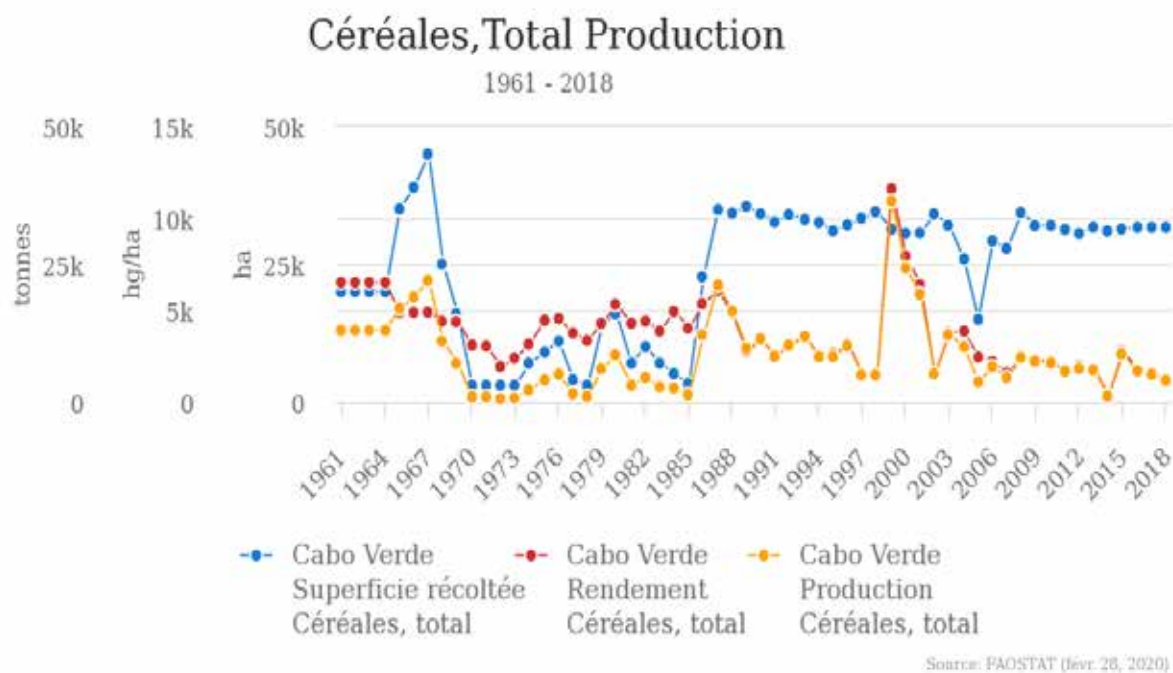


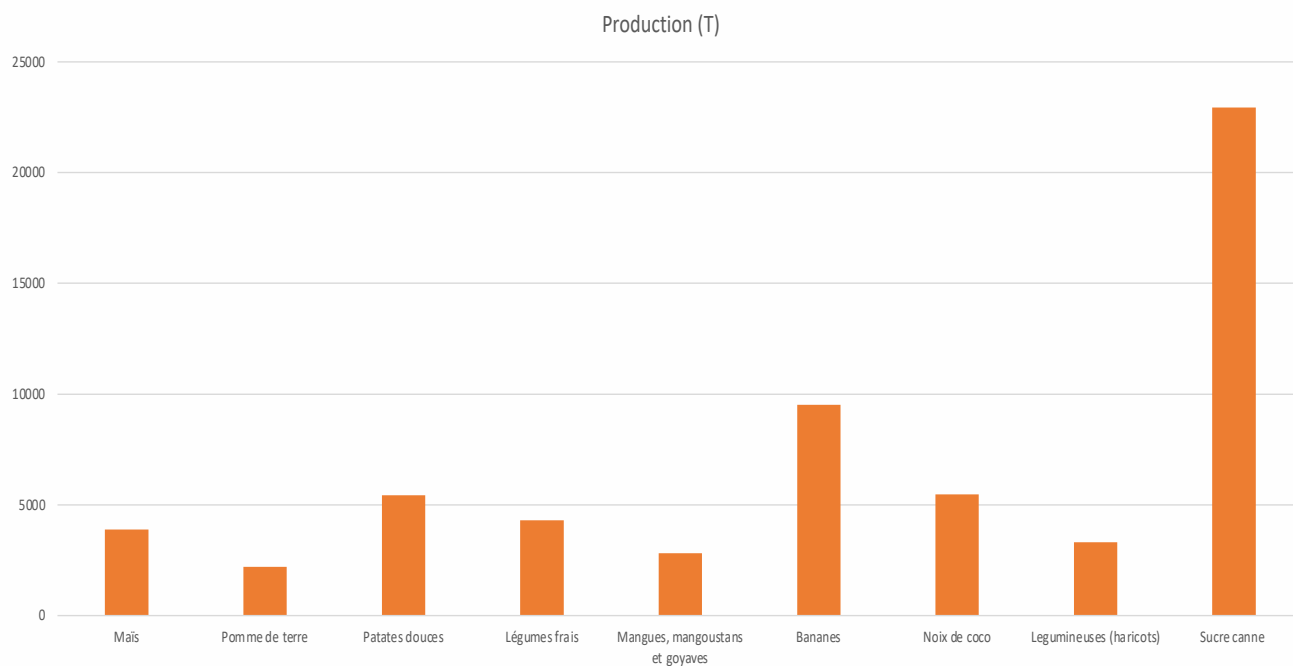
Figure 5: Regional climate model projections for temperature displayed as 20 year running mean. The line represents the ensemble mean while the shaded area represents the model spread. The projections are based on the emission scenario RCP4.5. (Climate Analytics, 2020).



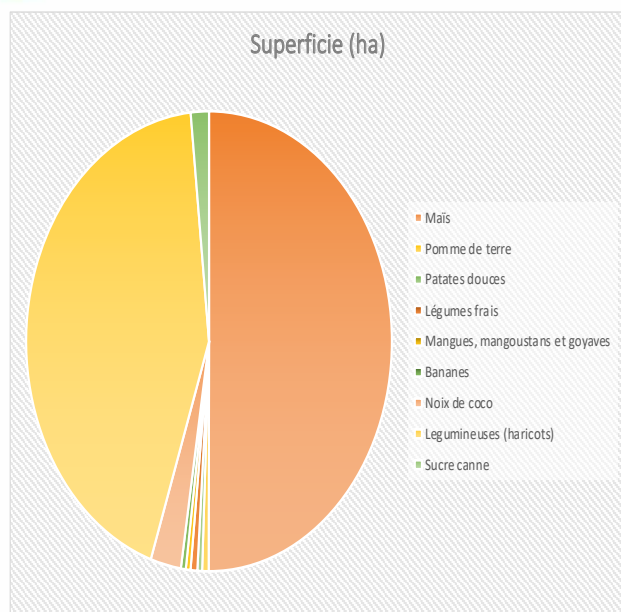
## IV. Opportunités, planification agricole et investissements



## IV. Opportunités, planification agricole et investissements



## IV. Opportunités, planification agricole et investissements

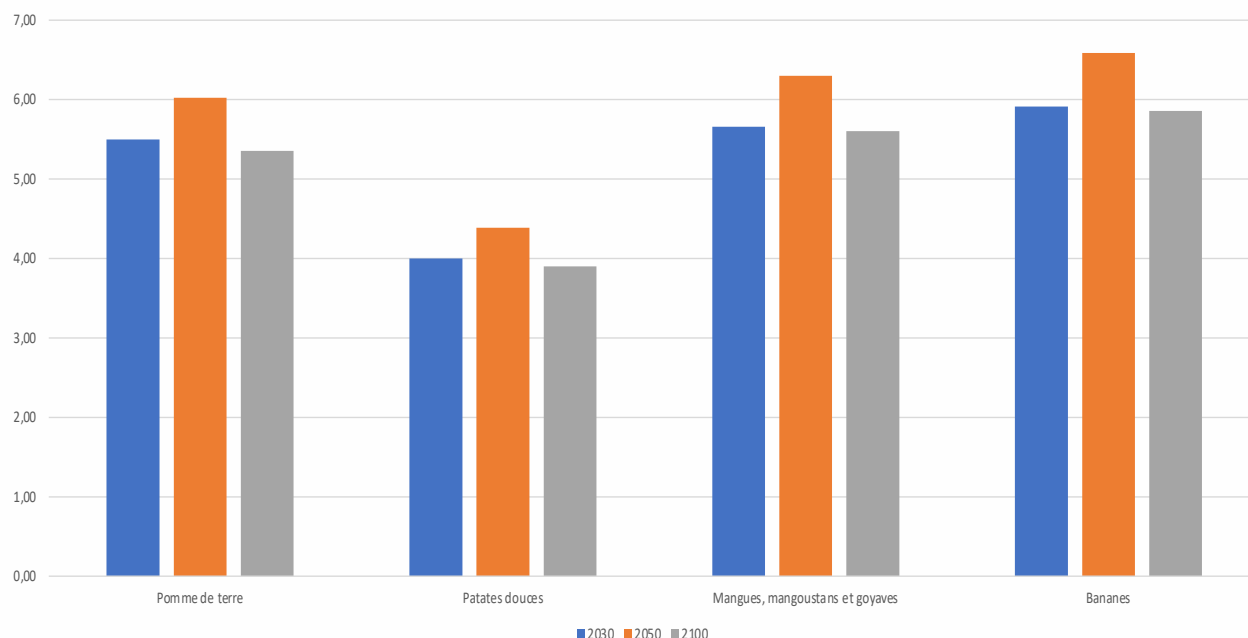


Culture	Rendement (T/ha)
Maïs	0,12
Pomme de terre	6,04
Patates douces	20,51
Légumes frais	11,36
Mangues, mangoustans et goyaves	10,70
Bananes	34,58
Noix de coco	3,21
Légumineuses (haricots)	0,12
Sucre canne	22,53

## Besoin en consommation alimentaire (Tonnes/pop.total/an)

Cultures	2020	2030	2050	2100
Céréales	134549	86629	104618	93008
Racines et tubercules	102302	115302	126357	112335
Légumineuses, sèche (haricots)	7228	7931	8831	7851
Fruits / Légumes	25367	27834	30995	27555
Huiles / Graisses	5226	7077	9171	8153
Viandes & abats	5615	9395	12907	11475
Poisson & fruits de mer	4170	6406	8037	11753
Lait, produits laitiers	17236	20132	25136	22346
Oeufs	1084	-	-	1178
Sucre et dérivés	8340	7931	10190	9059

# Evolution des besoins en superficie



## Besoins en investissements



Besoin en investissements (USD 1000 \$)

Céréales

2030

2050

2100

19466150

21173595

26625694

Racines et tubercules

261411

285387

356926

Fruits

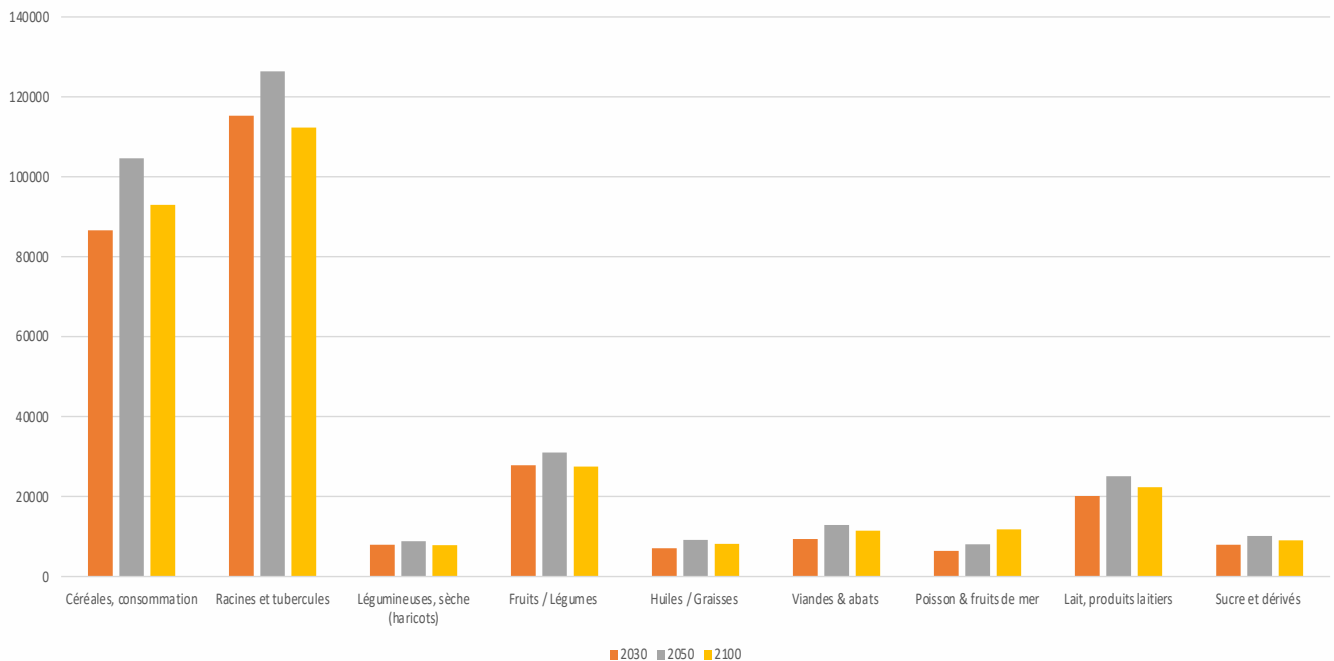
1419805

1549467

1941564



# Besoin en consommation



## V. Conclusion & Limites de l'étude

- Le Cap vert est un pays qui importe sa nourriture. Le calcul des besoins basé uniquement sur leur production ne reflète pas la réalité => Nécessité de calculer le besoin sur la base des produits importés mais qu'ils ne produisent pas.
- Impact du COVID19 non pris en compte par l'étude. Les secteurs du tourisme, des transferts de fonds étrangers, des IDEs, et des importations alimentaires risquent d'être sévèrement touchés et cela va affecter le taux de croissance du PIB estimée à 5%
- Les populations qui seront les plus affectées par la baisse de production sont les populations pauvres, majoritaires dans les zones de Santa Cruz et Tarrafal sur l'île de Santiago et dans la zone de Porto Novo à Santa Antao. Les producteurs des zones semi-arides de toutes les îles et surtout ceux des îles de Bao Vista et de Maio où il n'y aura pas de récoltes se trouvent également dans une situation critique.

Volume I, des études de cas réalisées en novembre 2020 :

1. Cap-Vert,
2. Gambie,
3. Guinée,
4. Guinée-Bissau,
5. Mali,
6. Mauritanie,
7. Sénégal,
8. Synthèse régionale.

Contact:

Bureau de Dakar / Villa 1427  
Corniche Ouest - Almadies, Dakar, Sénégal  
Tel. + 221 33 868 05 87  
Cell. + 221 77 450 94 58  
Email: [wcamailbox@ifad.org](mailto:wcamailbox@ifad.org)  
[www.ifad.org](http://www.ifad.org)

